

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6258>

The logo for UJFP (European Jewish Forum for Peace) consists of the letters 'UJFP' in a bold, red, sans-serif font. The letters are slightly shadowed, giving them a three-dimensional appearance as if they are floating above a light-colored surface.

Non, madame la Coordinatrice européenne de la lutte contre l'antisémitisme, la campagne

 **BDS n'est pas antisémite**
EUROPEAN JEWS
FOR A JUST PEACE

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -
Publication date: jeudi 15 mars 2018

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Le 28 février dernier, l'eurodéputée socialiste portugaise Ana Gomes a invité le co-fondateur de BDS Omar Barghouti à participer à un colloque au Parlement européen sur la colonisation de la Palestine et la complicité de l'Union européenne. Les lobbies sionistes, très actifs à Bruxelles, ont tout fait pour l'acculer à annuler l'événement, n'hésitant pas à l'accuser à tort d'antisémitisme.

Cette fausse accusation a ensuite été relayée par la Coordinatrice européenne de la lutte contre l'antisémitisme, Katharina von Schnurbein.

Voici la lettre de plainte que l'UJFP et d'autres organisations juives européennes membres du réseau "Juifs Européens pour une Paix Juste" (EJJP) lui ont envoyée.

Madame Katharina von Schnurbein,

C'est avec consternation que nous avons pris connaissance de la campagne diffamatoire visant l'eurodéputée Ana Gomes en lien avec l'événement qu'elle a organisé au Parlement européen le 28 février intitulé « Les colonies israéliennes en Palestine et l'Union européenne ».

Il lui a fallu beaucoup de courage pour inviter le co-fondateur de la campagne BDS Omar Barghouti alors même que le Parlement européen a voté en mai 2017 une résolution [\[1\]](#) odieuse sur la lutte contre l'antisémitisme reprenant les directives de l'International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) qui assimilent la critique d'Israël à de l'antisémitisme.

L'eurodéputée Ana Gomes a tenu bon alors même que les lobbies pro-Israël - la représentation bruxelloise de l'American Jewish Committee et le Congrès Juif Européen, pour ne citer qu'eux - faisaient pression sur elle pour l'acculer à annuler l'évènement. Leur objectif était on ne peut plus clair : il s'agissait d'empêcher à tout prix une apparition publique d'Omar Barghouti qui aurait sapé l'accusation mensongère d'antisémitisme qu'ils s'efforcent d'accoler à la campagne BDS depuis des années.

Non seulement elle n'a pas cédé, mais elle a même profité de cette tribune pour dénoncer leurs méthodes et leurs agissements. Elle a eu raison de les qualifier de « vils », ainsi que de dénoncer leurs mensonges et leurs tactiques d'intimidation. Il est en effet inacceptable que des groupes de pression, quels qu'ils soient, tentent d'empêcher la tenue d'un colloque sur la colonisation de la Palestine et la complicité de l'Union européenne. Il en va de la démocratie et de la liberté d'expression.

Le fait que vous, la Coordinatrice européenne de la lutte contre l'antisémitisme, ayez relayé ces diffamations - par-dessus tout celle d'antisémitisme - est une honte, et nous tenions à vous le dire haut et fort en tant qu'organisations juives. Assimiler la critique des politiques coloniales et racistes de l'État d'Israël à de l'antisémitisme est en effet mensonger et dangereux. Mensonger, car la critique d'un État ne saurait relever du racisme. Dangereux, car cela rend impossible la dénonciation des nombreuses violations des droits de l'homme par Israël, réduisant ainsi au silence la lutte légitime des Palestiniens pour la justice et la dignité. Dangereux aussi pour les Juifs non israéliens (largement majoritaire dans le monde) qui se voient toujours un peu plus associés à Israël malgré eux, et par là même rendus étrangers dans leurs propres pays. C'est aussi illégal, puisque vous avez rompu le devoir de réserve auquel sont soumis les fonctionnaires européens dont vous faites partie.

Nous vous demandons d'accorder une attention soutenue à la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité lorsqu'elle déclare que « l'UE affirme le soutien à la liberté d'expression et d'association (...) qui s'applique sur le territoire des États membres de l'UE, y compris en ce qui concerne les actions BDS menées sur ce territoire [2] ».

Cordialement,

L'Union Juive Française pour la Paix, France, membre du réseau Juifs Européens pour une Paix Juste (EJJP)

L'Union des Progressistes Juifs de Belgique, membre du réseau Juifs Européens pour une Paix Juste (EJJP)

Voix Juive pour une Paix Juste au Proche-Orient (Jüdische Stimme für einen gerechten Frieden in Nahost), Allemagne, membre du réseau Juifs Européens pour une Paix Juste (EJJP)

Réseau Juif contre l'Occupation (Rete Ebrei contro l'Occupazione), Italie, membre du réseau Juifs Européens pour une Paix Juste (EJJP)

Voix Juive pour une Paix Juste entre Israël et la Palestine (Jüdische Stimme für einen gerechten Frieden zwischen Israel und Palästina), Suisse, membre du réseau Juifs Européens pour une Paix Juste (EJJP)

[1] <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=MOTION&reference=B8-2017-0383&format=XML&language=FR>

[2] <http://www.europarl.europa.eu/sides/getAllAnswers.do?reference=E-2016-005122&language=EN>